



EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 pétitionnaires

Désignation : Citoyennes et citoyens du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

«Attendu que certains événements ce sont produit;»

«Attendu que mon refus de participer à ces événements et que ma dénonciation aux autorités ont entraîné une série d'événements, menaces, harcèlements psychologique, représailles qui s'intègrent dans ma plainte, déposée le 03 Août 2004, et ma demande d'indemnité adressée au Gouvernement et au trois ministères concernés – soit le ministère du développement durable, de l'environnement et des parcs, le ministère des ressources naturelles et de la faune et le ministère de l'emploi et de la sécurité sociale, déposée en avril 2005;»

«Attendu que tous ces événements malencontreux ont été établis et démontrés, par la protectrice du citoyen et le président de la commission de la fonction publique dans leur rapport du 22 février 2006 et du 14 novembre 2005;»

«Attendu que les personnes concernées ont engagé la responsabilité du Gouvernement et que ces événements se sont déroulés dans l'exercice de leurs fonctions;»

«Attendu qu'il établi, rapports médicaux à l'appui, que moi et ma famille avons subi beaucoup d'effets préjudiciables;»

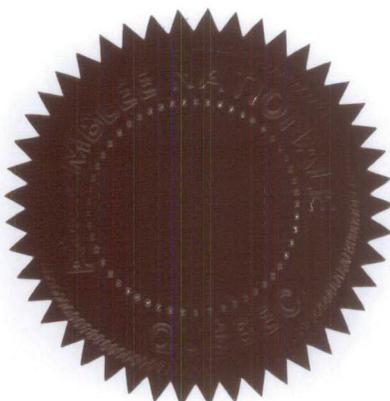
«Attendu que malgré toutes les démarches entreprises depuis aout 2004 et toutes les lettres et réponses envoyées aux différents interlocuteurs, le Gouvernement persiste à vouloir étirer ce dossier et à ne pas vouloir régler ma demande d'indemnité;»

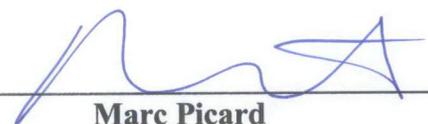
«Attendu que je considère cette situation injuste et que par ses pouvoirs l'Assemblée nationale a le pouvoir d'intervenir et de redresser cette situation;»

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

«C'est pourquoi, je, René Fortin, demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir intervenir pour redresser cette situation auprès des ministères concernés.»

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.




Marc Picard

8 Juin 2006
8 juin 2006

PRÉSENTATION D'UNE PÉTITION À
L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Attendu que certains événements se sont produits;

Attendu que mon refus de participer à ces événements et que ma dénonciation aux autorités ont entraîné une série d'événements, menaces, harcèlement psychologique, représailles qui s'intègrent dans ma plainte, déposée le 3 août 2004, et ma demande d'indemnité adressée au Gouvernement et aux trois ministères concernés — soit le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale, déposée en avril 2005;

Attendu que tous ces événements malencontreux ont été établis et démontrés, par la protectrice du citoyen et le président de la Commission de la fonction publique; *classés leurs rapports du 22 février 2006 et du 14 novembre 2005;*

Attendu que les personnes concernées ont engagé la responsabilité du Gouvernement et que ces événements se sont déroulés dans l'exercice de leurs fonctions;

Attendu qu'il a été établi, rapports médicaux à l'appui, que moi et ma famille avons subi beaucoup d'effets préjudiciables;

Attendu que malgré toutes les démarches entreprises depuis août 2004 et toutes les lettres et réponses envoyées aux différents interlocuteurs, le Gouvernement persiste à vouloir étirer ce dossier et à ne pas vouloir régler ma demande d'indemnité;

Attendu que je considère cette situation injuste et que par ses pouvoirs l'Assemblée nationale a le pouvoir d'intervenir et de redresser cette situation;

C'est pourquoi, je, René Fortin, demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir intervenir pour redresser cette situation auprès des ministères concernés.

René Fortin
6 juin 2006

